CHALONNATE

Le Grand Chalon adhère officiellement à l'idée d'un centre de tri à Torcy



Mardi soir en réunion de conseil, les élus du Grand Chalon ont approuvé, comme une dizaine d'autres collectivités dans le département, l'adhésion à la démarche pilotée par le Syndicat mixte d'étude et de traitement des déchets. À savoir, la création d'un grand centre de tri des déchets plastiques à Torcy.

Dominique Juillot voulait se poser en rassembleur pour la bonne cause. Il est en train de réunir une dizaine d'autres collectivités en Saône-et-Loire, pour parvenir à trouver une solution en vue de la mise en place de l'extension de la consigne de tri des déchets plastiques. Pour absorber les détritus d'une poubelle jaune qui acceptera tous les emballages plastiques, quels qu'ils soient dès 2022, il faudra mettre sur pied un centre de tri capable de remplir une mission de valorisation.

Celui de Torcy, près de Montceaules-Mines, a bien été retenu. « Ce site est intéressant mais il est obsolète. Il sera donc nécessaire de le moderniser pour le transformer en super centre de tri ayant la capacité de traiter les plastiques d'environ 500 000 habitants de Saône-et-Loire et du sud de la Côte-d'Or. On ne touchera pas aux bâtiments existants mais on les reconfiguerera », expliquait le vice-président du Grand Chalon en charge de l'environnement et le président du Syndicat mixte d'étude et de traitement des déchets (SMET71).

20 000 tonnes de déchets plastiques au minimum à l'année, à Torcy, sont prévues

Mardi soir, le Grand Chalon a adhéré à cette idée, « comme 90 % des collectivités et syndicats qui ont déjà délibéré » (Juillot). Le SMET et la Communauté urbaine Creusot-Montceau vont candidater pour un appel à projets lancé par Citeo, une entreprise dont l'activité est réglementée par un agrément d'État jus-



L'extension de la consigne de tri des déchets plastiques permettra aux habitants de mettre tous les emballages dans le bac de tri, et de développer le recyclage des emballages en plastique qui n'étaient pas recyclés jusqu'alors comme les films, pots et barquettes. Photo d'illustration JSL/Ketty BEYONDAS

qu'en 2022. Réunir autant d'acteurs ne peut être que bénéfique pour Dominique Juillot: « Citeo apportera son aide s'il y a la quantité (NDLR: de déchets plastiques). Il faut 20 000 tonnes minimum par an etje pense que nous les aurons. » Quant au chiffrage du projet, il est pour l'instant estimé à une dizaine de millions d'euros. Le SMET va donc partir à la pêche aux subventions auprès de l'État et son fonds de relance, de la Région ou encore de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). L'appel d'offres pour les travaux devrait avoir lieu à la fin de l'année.

Geoffrey FLEURY

BUDGET

Certains élus pointent des « déséquilibres »

Le budget de 2021 (49 millions € pour la section d'investissement et 91 millions € pour le fonctionnement) a été approuvé sans problème, et sans hausse des taux d'imposition, par l'assemblée communautaire. Mais certains élus d'opposition et notamment des maires de petites communes (notamment Stéphane Hugon, à Lux, et Eric Valentim, à Varennesle-Grand) sont montés au créneau pour dénoncer, en résumé, des « déséquilibres » sur les investissements, que ce soit entre les territoires ou entre certains domaines. C'est assez rare. Sébastien Martin n'a pas hésité à répondre : « Je fais des choix, je les porte et je les assume. On pourrait essayer de faire croire que des communes seraient malheureuses. Je ne suis pas certain qu'ailleurs, des communautés proposent des Fonds d'agglomération aux projets communaux (FAPC), des fonds de solidarité aux commerces ou encore des services d'appuis techniques. Je pense que l'agglo participe à un développement équilibré au contraire.

Vélo: l'agglo veut passer sur le grand plateau

Dès ce jeudi, tout habitant du Grand Chalon souhaitant faire l'acquisition d'un vélo ou vélo cargo à assistance électrique, pourra bénéficier d'une aide de la part du Grand Chalon. Une délibération a été adoptée dans ce sens, en conseil communautaire. L'agglo va donc débloquer une enveloppe de 70 000 $\mathbb E$ pour ceux qui sont intéressés. La prime, pour l'achat d'un vélo, sera de 200 $\mathbb E$, et de 300 $\mathbb E$ pour deux unités, dans la limite d'une prime par foyer fiscal. Ce coup de pouce sera cumulable avec celui octroyé par le conseil départemental (de 100 à 350 $\mathbb E$).

Une condition est à remplir : acheter un équipement, chez un spécialiste situé dans le périmètre du Grand Chalon, d'un montant minimum de 1 000 €. Pour Philippe Fournier, favorable à cette aide, ce tarif passe mal. « Il peut être trop élevé pour certains foyers. C'est difficile d'avancer une telle somme. » Selon le maire de Gergy, il faudrait mettre en place une prise en charge de 20 % du prix d'achat dans la limite de 200 €. « On pourrait acquérir un vélo, à 800 ou 900 €, subventionné à hauteur de 160 ou 180 €. Ça diminuerait le reste à charge », poursuit-il. Sébastien Martin, le président de Grand Chalon, est ouvert à la réflexion, mais pas tout de suite : « Je suis d'accord pour regarder vos propositions plus en détail, mais j'assume pleinement ce choix des 1 000 €. Le premier prix, pour un vélo made in France, est de 1 290 €. Je ne veux pas encourager la production low cost en la subventionnant. » Mourad Laoues, conseiller d'opposition, a attaqué le président sur le bilan de cette opération (qui a bénéficié depuis 2018 à 1 681 foyers) : « Aucune enquête n'a été faite sur l'utilisation de ces vélos. Je suis demandeur car on rencontre peu de cyclistes dans



Le Grand Chalon pousse pour les achats de vélos à assistance électrique. Photo d'illustration JSL/Ketty BEYONDAS

l'agglomération. Je pense que les usagers ne se sentent pas en sécurité car les aménagements pour les cyclistes ne sont pas suffisants. » Réponse de Sébastien Martin : « On a mis en place un dispositif d'aide qui n'existait pas. Et je sais que des gens utilisent ces vélos. On a mis sur pied un schéma directeur cyclable. Donc on progresse. » L'agglo devrait encore s'activer dans ce domaine avec la création d'une Maison du vélo, qui apporterait un service de réparation et maintenance pour l'usager, ainsi qu'un projet de service de location de vélos à assistance électrique.